

[Texte]

• 1005

The political situation in Canada has changed a good deal in the last little while, particularly in the central provinces in Canada. I wonder whether I might ask the Minister a very large question about what possibilities that he sees developing in the area from New Brunswick through Manitoba, particularly the possibilities for strengthening of bilingualism in this region of Canada and the satisfaction of the grievances of minorities in these four provinces.

Mr. Bouchard: You mean in terms of New Brunswick . . .

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): —Quebec, Ontario and Manitoba.

Mr. Bouchard: Yes, I think you said it was a very large, general question. I have been the Secretary of State for only four months but I have had the occasion to travel across the country from Vancouver to Newfoundland. We have a very different situation with respect to the provinces themselves. In British Columbia, it is what I globally explained last week in terms of being so different.

You are right when you mention the differences between the four provinces to which you refer, though I think Quebec is a special case, for many reasons. As I said to Mr. Allmand last week, it is not that we do not have or request or need anglophones in Quebec—not at all. I believe this is another debate; it is another orientation or trust that we have to give in Quebec. Also we have a new government. Quebec just went through an election, and we are awaiting the orientation of the new government in Quebec. Of course, we are available for reaching some sort of agreement to permit us to strengthen the services for anglophones in Quebec.

As for New Brunswick, Ontario and Manitoba, I would like to speak about New Brunswick and Ontario. I believe the situation is more similar in these two provinces. Manitoba is a very specific case, in my view, and I want to give you a very personal approach.

I think Ontario is pretty close to having a large change, a large shift in terms of the involvement of the government and the people of Ontario with respect to bilingualism in the province. I refer not only to the board that we put forward last week in Ottawa-Carleton, but it is a first experience. It is not necessary, I believe, and I think Mr. Gauthier talked about it many times. I am not sure that we will have another experience in Ontario tomorrow; I do not know. I cannot say such a thing, but I believe that we are closer to a large development in Ontario than we were five or ten years ago, or even just one or two years ago. There are many reasons, political, social and so on. The political picture in Ontario with a minority government is also an indication of change to come.

[Traduction]

La situation politique au Canada a beaucoup changé ces derniers temps, et ce notamment dans les provinces qui se trouvent au centre du pays. J'aimerais poser au Ministre une question très générale sur les possibilités qu'il entrevoit pour la région qui s'étend du Nouveau-Brunswick jusqu'au Manitoba, notamment du côté du renforcement du bilinguisme et de celui de la satisfaction des griefs des minorités dans ces quatre provinces.

M. Bouchard: Vous voulez parler du Nouveau-Brunswick . . .

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): . . . du Québec, de l'Ontario et du Manitoba.

M. Bouchard: Oui, vous avez bien dit que c'était une question très générale. Je suis Secrétaire d'État depuis quatre mois seulement, mais j'ai eu l'occasion de visiter tout le pays, de Vancouver jusqu'à Terre-Neuve. La situation est très différente selon les provinces. En Colombie-Britannique, et j'en ai justement parlé la semaine dernière de façon assez générale, la situation est très différente de ce qu'elle est dans les autres provinces.

Vous avez raison de souligner les différences qui existent entre ces quatre provinces, mais je pense que le Québec est un cas à part, et ce pour bien des raisons. Comme je l'ai dit la semaine dernière à M. Allmand, ce n'est pas que nous n'avons pas, que nous ne demandons pas, ou que nous n'avons pas besoin d'anglophones au Québec . . . Ce n'est pas du tout ça. C'est là un autre débat; c'est une autre orientation qu'il nous faut donner au Québec. Il ne faut pas oublier, non plus, que nous avons maintenant un nouveau gouvernement. Les élections viennent tout juste d'avoir lieu, et nous attendons de voir quelle sera l'orientation du nouveau gouvernement au Québec. Nous sommes bien sûr prêts à négocier une entente visant l'amélioration des services dont bénéficient les anglophones au Québec.

Pour ce qui est du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba . . . J'aimerais parler tout particulièrement du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario. Je pense que la situation est semblable dans ces deux provinces. Le Manitoba est quant à lui différent, selon moi, et j'aimerais vous expliquer mon approche personnelle.

Je pense que l'on connaîtra bientôt en Ontario un changement important tant du côté du gouvernement que des habitants de la province en ce qui concerne le bilinguisme. Le conseil qui a été créé la semaine dernière à Ottawa—Carleton en est un exemple, mais c'est la première initiative du genre. Ce n'est pas nécessaire . . . et je pense que M. Gauthier en a parlé plusieurs fois. Je ne sais pas si l'on verra autre chose du même genre en Ontario dès demain. Je ne peux pas me prononcer là-dessus, mais je pense qu'en Ontario les gens sont beaucoup plus prêts maintenant qu'il y a cinq ou dix ans, ou même un an ou deux seulement, à prendre des mesures d'importance sur ce plan. Et il y a bien des raisons à cela, qu'elles soient politiques, sociales ou autres. Le tableau politique en Ontario, avec un gouvernement minoritaire, est lui aussi une indication des changements à venir.